

COLLECTION DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE
DIRIGÉE PAR FABRICE PICOD

Manuels

Manuel de droit européen du travail

Sophie Robin-Olivier



bruylant

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	V
SOMMAIRE	VII
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE	1
PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	3
INTRODUCTION	5

PARTIE I **LE DROIT EUROPÉEN ET LES DROITS NATIONAUX DU TRAVAIL**

TITRE I **CONFLITS ENTRE LE DROIT ÉCONOMIQUE DE L'UNION** **ET LES DROITS SOCIAUX NATIONAUX**

SOUS-TITRE I. – LES DROITS SOCIAUX NATIONAUX CONFRONTÉS	
À LA CONSTRUCTION DU MARCHÉ INTÉRIEUR	25
CHAPITRE 1. – LA PRÉÉMINENCE HISTORIQUE DU MARCHÉ INTÉRIEUR	27
CHAPITRE 2. – LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES ET PROTECTION DES TRAVAILLEURS	33
CHAPITRE 3. – DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DANS LE MARCHÉ INTÉRIEUR ET PROTECTION DES TRAVAILLEURS	37
SECTION 1. – La quête d'équilibre	37
SECTION 2. – La difficulté de justifier une protection négociée des intérêts des salariés.	40
SECTION 3. – La protection des travailleurs menacée par les conditions d'appréciation de la proportionnalité.	43
SECTION 4. – Les droits garantis aux travailleurs détachés dans le cadre d'une prestation de services	45

CHAPITRE 4. – DROIT EUROPÉEN DES MARCHÉS PUBLICS ET POLITIQUES SOCIALES NATIONALES.	47
CHAPITRE 5. – LIBERTÉS DE CIRCULATION, DROITS SOCIAUX FONDAMENTAUX ET PRINCIPES DE DROIT SOCIAL DE L'UNION « REVÊTANT UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE »	51
SECTION 1. – Le statut des droits sociaux fondamentaux.	51
Sous-section 1. – <i>L'absence de primauté des droits sociaux fondamentaux sur les libertés de circulation</i>	52
Sous-section 2. – <i>Scénario pour une évolution plus favorable à la protection des droits sociaux fondamentaux</i>	57
SECTION 2. – Le statut des « principes de droit social de l'Union ayant une importance particulière »	60
SOUS-TITRE II. – DROIT DE LA CONCURRENCE ET DROITS SOCIAUX.	63
CHAPITRE 1. – LE PRINCIPE DE L'APPLICATION DU DROIT DE LA CONCURRENCE EN MATIÈRE SOCIALE	65
CHAPITRE 2. – INTERDICTION DES ENTENTES ET DROIT À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE .	71
CHAPITRE 3. – POLITIQUES SOCIALES ET INTERDICTION DES ABUS DE POSITION DOMINANTE	75
CHAPITRE 4. – POLITIQUES SOCIALES ET INTERDICTION DES AIDES D'ÉTAT	77
SOUS-TITRE III. – LES CONSÉQUENCES DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE SUR LE DROIT SOCIAL DES ÉTATS	83
CHAPITRE 1. – ÉMERGENCE ET APPROFONDISSEMENT DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE.	85
CHAPITRE 2. – SURVEILLANCE ET ORIENTATION DES POLITIQUES SOCIALES AU REGARD DES OBJECTIFS BUDGÉTAIRES	89
TITRE II	
EXTENSION : LE DROIT DE LA MOBILITÉ DES TRAVAILLEURS, DIMENSION EUROPÉENNE DES DROITS DU TRAVAIL NATIONAUX	
SOUS-TITRE I. – LE DOMAINE DU DROIT DE LA MOBILITÉ.	99
CHAPITRE 1. – LES DÉPLACEMENTS RELEVANT DU DROIT EUROPÉEN DE LA MOBILITÉ . . .	101
SECTION 1. – Déplacement pour occuper un emploi offert dans un autre État membre	101
SECTION 2. – Déplacements des demandeurs d'emploi.	102
SECTION 3. – Retour dans l'État d'origine	102
SECTION 4. – Déplacement hors du territoire de l'Union	103

CHAPITRE 2. – LES TRAVAILLEURS RELEVANT DU DROIT EUROPÉEN DE LA MOBILITÉ	107
SECTION 1. – Des travailleurs ressortissants d'un État membre de l'Union européenne	108
Sous-section 1. – <i>La compétence des États en matière d'attribution de la nationalité</i>	108
Sous-section 2. – <i>La situation des ressortissants des pays tiers</i>	109
§ 1. – <i>Travailleurs détachés</i>	110
§ 2. – <i>Membres de la famille</i>	110
§ 3. – <i>Accords conclus avec des pays tiers</i>	111
SECTION 2. – La notion de travailleur au sens du droit européen de la libre circulation	113
Sous-section 1. – <i>Les éléments de la définition du travailleur</i>	113
Sous-section 2. – <i>L'évolution de la fonction de la qualification de travailleur dans le contexte de la libre circulation des citoyens</i>	116
CHAPITRE 3. – LES PERSONNES TENUES AU RESPECT DES DROITS RÉSULTANT DE L'EXERCICE DE LA MOBILITÉ	121
SECTION 1. – L'applicabilité directe du droit de la libre circulation des travailleurs dans les rapports verticaux	121
Sous-section 1. – <i>Le droit à l'action contre l'État reconnu aux travailleurs</i>	121
Sous-section 2. – <i>L'encadrement des motifs invoqués par les États pour justifier des restrictions à la mobilité</i>	124
§ 1. – <i>Motifs de restriction inscrits dans le traité</i>	125
§ 2. – <i>Raisons impérieuses d'intérêt général</i>	126
SECTION 2. – L'applicabilité directe du droit de la libre circulation des travailleurs dans les rapports horizontaux	128
Sous-section 1. – <i>La soumission au droit de la libre circulation des personnes privées disposant d'un pouvoir réglementaire</i>	130
Sous-section 2. – <i>Le respect de la liberté de circulation par les actes privés n'ayant pas de portée générale</i>	132
Sous-section 3. – <i>Les conséquences de l'application du droit de la libre circulation aux rapports privés</i>	134
SOUS-TITRE II. – LES DROITS DES TRAVAILLEURS MOBILES	137
CHAPITRE 1. – DROIT À L'ENTRÉE ET AU SÉJOUR SUR LE TERRITOIRE D'UN AUTRE ÉTAT.	139
SECTION 1. – Les droits reconnus aux travailleurs	140
SECTION 2. – Le droit au regroupement de la famille auprès du travailleur	145

SECTION 3. – Restrictions au droit d'entrée et de séjour fondées sur l'ordre public	149
Sous-section 1. – <i>Les garanties procédurales</i>	150
Sous-section 2. – <i>Les garanties substantielles</i>	152
CHAPITRE 2. – LE DROIT À L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS	157
SECTION 1. – La notion d'égalité de traitement dans le droit de la libre circulation des travailleurs	157
SECTION 2. – Le champ d'application de l'égalité de traitement	160
Sous-section 1. – <i>L'égalité de traitement garantie aux travailleurs</i> ..	161
Sous-section 2. – <i>Le cas particulier des demandeurs d'emploi</i>	163
CHAPITRE 3. – LES DROITS DÉCOULANT DE L'INTERDICTION DES ENTRAVES NON DISCRIMINATOIRES À LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS	167
SECTION 1. – Le principe d'interdiction des entraves non discriminatoires .	167
SECTION 2. – Le droit à la reconnaissance des qualifications professionnelles	168
Sous-section 1. – <i>La voie législative</i>	170
§ 1. – <i>L'approche sectorielle</i>	170
§ 2. – <i>Le système général de reconnaissance des qualifications</i> ..	170
§ 3. – <i>La notion de profession réglementée</i>	172
§ 4. – <i>La situation des travailleurs ressortissants d'États tiers</i> ..	173
Sous-section 2. – <i>La voie jurisprudentielle</i>	174
Sous-section 3. – <i>Les liens entre la jurisprudence et les développements législatifs</i>	176

PARTIE II L'HARMONISATION SOCIALE

TITRE LIMINAIRE LES MÉTHODES DE L'HARMONISATION SOCIALE

SOUS-TITRE I. – PROTECTION MINIMALE ET NON-RÉGRESSION	189
SOUS-TITRE II. – L'EXCLUSION DES PETITES ENTREPRISES DU CHAMP DE LA LÉGISLATION SOCIALE	191
SOUS-TITRE III. – LE DIALOGUE SOCIAL EUROPÉEN	195
CHAPITRE 1. – LE DIALOGUE SOCIAL COMME MODE DE CONSULTATION	197

CHAPITRE 2. – LES ACCORDS CONCLUS PAR LES PARTENAIRES SOCIAUX COMME ALTERNATIVE À LA LÉGISLATION	201
SOUS-TITRE IV. – LA MÉTHODE OUVERTE DE COORDINATION, ALTERNATIVE À L'HARMONISATION.	205

TITRE I

LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

CHAPITRE 1. – LES TRAITS COMMUNS AUX DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE DISCRIMINATIONS.	213
SECTION 1. – Les sources	213
Sous-section 1. – <i>Le droit primaire</i>	213
Sous-section 2. – <i>Le principe général d'égalité ou de non-discrimination</i>	214
Sous-section 3. – <i>La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne</i>	216
Sous-section 4. – <i>Le droit dérivé</i>	219
SECTION 2. – Le domaine du droit des discriminations	220
Sous-section 1. – <i>Le champ d'application personnel</i>	220
Sous-section 2. – <i>Le champ d'application matériel</i>	222
SECTION 3. – Les mesures saisies par le droit des discriminations	227
Sous-section 1. – <i>Les discriminations directes</i>	228
§ 1. – <i>L'étendue de la notion de discrimination directe</i>	228
§ 2. – <i>Identification des discriminations directes et comparaison des situations</i>	229
§ 3. – <i>L'absence de comparaison</i>	234
§ 4. – <i>Identification des discriminations en l'absence de comparateur appartenant au groupe non discriminé</i>	235
§ 5. – <i>La détermination du groupe de travailleurs à l'intérieur duquel l'exigence de non-discrimination doit s'effectuer</i>	236
§ 6. – <i>La justification des discriminations directes</i>	238
Sous-section 2. – <i>Les discriminations indirectes</i>	239
§ 1. – <i>L'émergence de la notion de discrimination indirecte</i>	240
§ 2. – <i>Méthode d'identification des discriminations indirectes</i> ..	242
§ 3. – <i>Les conséquences de l'identification d'une discrimination indirecte</i>	246
§ 4. – <i>La justification des discriminations indirectes</i>	248
Sous-section 3. – <i>Le harcèlement</i>	251

Sous-section 4. – <i>Les actions positives</i>	255
Sous-section 5. – <i>Les formes de discriminations non mentionnées par les directives</i>	263
§ 1. – <i>Les discriminations « par association »</i>	263
§ 2. – <i>Discriminations « multiples » ou « intersectionnelles »</i> ...	264
SECTION 4. – L'autorisation des différences de traitement fondées sur des exigences professionnelles véritables et déterminantes	265
SECTION 5. – Les voies de recours et les sanctions	269
SECTION 6. – La preuve des discriminations	275
SECTION 7. – Mesures destinées à assurer la mise en œuvre de la lutte contre les discriminations (en dehors des actions individuelles en justice)	277
CHAPITRE 2. – L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES	279
SECTION 1. – La notion de discrimination à raison du sexe	282
SECTION 2. – L'égalité des rémunérations des hommes et des femmes	284
Sous-section 1. – <i>Les éléments de la rémunération</i>	285
Sous-section 2. – <i>La transparence du système de rémunération</i>	288
Sous-section 3. – <i>La détermination de la valeur du travail</i>	289
SECTION 3. – Le traitement de la grossesse et de la maternité	294
Sous-section 1. – <i>L'élimination des traitements défavorables liés à la grossesse ou à la maternité</i>	294
Sous-section 2. – <i>La protection de la femme en ce qui concerne la grossesse et la maternité</i>	296
§ 1. – <i>La conception étroite des mesures de protection des femmes compatible avec l'égalité</i>	296
§ 2. – <i>Les mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail</i>	298
SECTION 4. – Le rôle du droit au congé parental dans la réalisation de l'égal accès des hommes et des femmes aux activités professionnelles	305
CHAPITRE 3. – DISCRIMINATIONS FONDÉES SUR L'ÂGE	311
SECTION 1. – Actions de l'Union en faveur de l'emploi des jeunes et des seniors	313
SECTION 2. – La justification des distinctions fondées sur l'âge	315
Sous-section 1. – <i>Les hypothèses de contrôle étroit de la justification</i>	319
Sous-section 2. – <i>Les hypothèses de contrôle restreint</i>	320

Sous-section 3. – <i>Justification des distinctions à raison de l'âge et respect des droits fondamentaux</i>	323
CHAPITRE 4. – DISCRIMINATIONS FONDÉES SUR LE HANDICAP.	325
SECTION 1. – La notion de handicap.	327
SECTION 2. – Les aménagements raisonnables	330
SECTION 3. – Justification d'un traitement spécifique des personnes handicapées	332
CHAPITRE 5. – DISCRIMINATIONS FONDÉES SUR L'ORIENTATION SEXUELLE.	335
CHAPITRE 6. – DISCRIMINATION À RAISON DE LA RACE ET DE L'ORIGINE ETHNIQUE.	339
SECTION 1. – La notion de race.	339
SECTION 2. – La lutte contre le racisme et les discriminations raciales	342

TITRE II

LA RÉGLEMENTATION DES CONTRATS DE TRAVAIL

SOUS-TITRE I. – L'INFORMATION DES TRAVAILLEURS SUR LES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT DE TRAVAIL	351
CHAPITRE 1. – LE CONTENU DE L'OBLIGATION D'INFORMATION.	353
CHAPITRE 2. – MODALITÉS DE L'INFORMATION	357
CHAPITRE 3. – ACTIONS ET SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DE L'OBLIGATION D'INFORMATION	359
SOUS-TITRE II. – LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL ATYPIQUE	361
CHAPITRE 1. – LE CONTEXTE DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL ATYPIQUE.	363
SECTION 1. – Les facteurs de développement du travail atypique	363
SECTION 2. – Les conséquences du travail atypique sur la situation des salariés.	365
CHAPITRE 2. – LE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL.	369
SECTION 1. – La protection des droits des travailleurs à temps partiel.	370
Sous-section 1. – <i>La protection des travailleurs à temps partiel au moyen de l'interdiction des discriminations indirectes à raison du sexe</i>	371
Sous-section 2. – <i>L'exigence d'égalité de traitement des travailleurs à temps plein et des travailleurs à temps partiel</i>	373
§ 1. – <i>Le champ d'application de l'exigence d'égalité</i>	374
§ 2. – <i>Les limites de l'égalité</i>	376

SECTION 2. – La valorisation du temps partiel choisi	380
SECTION 3. – La suppression des obstacles au développement du travail à temps partiel.....	382
CHAPITRE 3. – LE TRAVAIL À DURÉE DÉTERMINÉE.....	385
SECTION 1. – L'encadrement du recours aux contrats à durée déterminée. .	386
Sous-section 1. – <i>La notion de raison objective justifiant le renouvellement d'un CDD</i>	387
Sous-section 2. – <i>La limitation de la durée totale des contrats successifs</i>	391
Sous-section 3. – <i>La notion de mesure équivalente à une mesure préventive énumérée par l'accord-cadre</i>	392
Sous-section 4. – <i>Les sanctions de l'abus dans le recours aux contrats à durée déterminée</i>	393
SECTION 2. – Les droits reconnus aux travailleurs dont les contrats sont à durée déterminée.....	394
Sous-section 1. – <i>La notion de condition d'emploi</i>	396
Sous-section 2. – <i>La comparabilité des situations</i>	397
Sous-section 3. – <i>La notion de raison objective justifiant une différence de traitement</i>	401
CHAPITRE 4. – LE TRAVAIL TEMPORAIRE.....	403
SECTION 1. – Les dispositions protectrices	405
Sous-section 1. – <i>Lutte contre le recours abusif au travail intérimaire</i>	405
Sous-section 2. – <i>L'égalité de traitement</i>	405
Sous-section 3. – <i>Autres droits</i>	407
SECTION 2. – Les mesures de déréglementation	408

TITRE III

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

SOUS-TITRE I. – LE CADRE GÉNÉRAL DE PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS	415
CHAPITRE 1. – CHAMP D'APPLICATION	417
CHAPITRE 2. – LES OBLIGATIONS DES EMPLOYEURS.....	419
SECTION 1. – Les obligations « générales »	419
SECTION 2. – Information et consultation des travailleurs	421

SECTION 3. – Formation des travailleurs	422
SECTION 4. – Autres obligations	422
CHAPITRE 3. – LES OBLIGATIONS DES TRAVAILLEURS	425
SOUS-TITRE II. – LA RÉGLEMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL.	427
CHAPITRE 1. – TRAVAILLEURS PROTÉGÉS	431
SECTION 1. – Les travailleurs autonomes.....	431
SECTION 2. – Les dérogations concernant certaines activités	433
SECTION 3. – Les travailleurs titulaires de contrats de travail multiples....	436
CHAPITRE 2. – LA NOTION DE TEMPS DE TRAVAIL	439
SECTION 1. – Temps de travail et temps de garde.....	440
SECTION 2. – Temps de travail et temps de trajet pour se rendre chez un client.	443
SECTION 3. – Temps de travail et temps de formation	444
CHAPITRE 3. – LE DROIT AU REPOS	445
CHAPITRE 4. – DURÉE MAXIMALE HEBDOMADAIRE DE TRAVAIL ET <i>OPT-OUT</i>	449
SECTION 1. – La limitation de la durée maximale hebdomadaire.....	449
SECTION 2. – Les possibilités de dérogations à la durée maximale hebdomadaire	450
Sous-section 1. – <i>L'extension de la période de référence.</i>	450
Sous-section 2. – <i>L'opt-out</i>	451
CHAPITRE 5. – LE DROIT AU CONGÉ PAYÉ ANNUEL.	455
SECTION 1. – Congés payés et maladie.....	456
SECTION 2. – Le montant de l'indemnisation des congés payés.....	458
SECTION 3. – Les modalités de versement de la rémunération du congé ...	460
CHAPITRE 6. – LA RÉVISION DE LA DIRECTIVE	463

TITRE IV

LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS DANS LE CADRE DES RESTRUCTURATIONS

SOUS-TITRE I. – L'ENCADREMENT DES LICENCIEMENTS COLLECTIFS	471
CHAPITRE 1. – LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA DIRECTIVE	473
SECTION 1. – La notion de licenciement	473
Sous-section 1. – <i>Licenciements « non inhérents à la personne des travailleurs »</i>	474

Sous-section 2. – <i>Licenciements en cas de cessation de l'activité</i>	475
SECTION 2. – Les seuils d'effectifs	476
Sous-section 1. – <i>Travailleurs pris en compte dans le calcul du nombre de licenciements</i>	477
Sous-section 2. – <i>Travailleurs pris en compte dans le calcul de l'effectif de l'établissement</i>	478
Sous-section 3. – <i>Notion d'établissement</i>	479
CHAPITRE 2. – L'INFORMATION ET LA CONSULTATION DES TRAVAILLEURS	483
SECTION 1. – Le moment de la consultation	485
SECTION 2. – Les informations devant être transmises aux représentants des travailleurs	486
SECTION 3. – Information et consultation dans les groupes de sociétés	487
SECTION 4. – Les procédures visant au respect du droit à l'information et à la consultation des salariés	489
CHAPITRE 3. – L'INFORMATION DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE	491
SOUS-TITRE II. – LA RÉGLEMENTATION DES « TRANSFERTS D'ENTREPRISE »	493
CHAPITRE 1. – SITUATIONS RELEVANT DU « TRANSFERT » D'ENTREPRISE	495
SECTION 1. – La notion de transfert	495
SECTION 2. – L'entreprise transférée	497
Sous-section 1. – <i>La notion d'entreprise</i>	497
Sous-section 2. – <i>L'inclusion des réorganisations administratives</i> . .	502
Sous-section 3. – <i>L'exception des réorganisations en cas de faillite d'entreprise</i>	503
SECTION 3. – Les travailleurs couverts par la directive	503
CHAPITRE 2. – LES DROITS DES TRAVAILLEURS CONCERNÉS PAR LE TRANSFERT	505
SECTION 1. – Le maintien des droits individuels	505
Sous-section 1. – <i>Les droits découlant du contrat de travail</i>	505
Sous-section 2. – <i>Les droits tirés des conventions collectives</i>	506
Sous-section 3. – <i>L'interprétation des clauses contractuelles de renvoi à une convention collective</i>	507
SECTION 2. – Rupture de la relation de travail en relation avec le transfert .	511
SECTION 3. – Droits collectifs liés au transfert	513
Sous-section 1. – <i>Le droit à l'information et à la consultation des représentants des travailleurs</i>	513
Sous-section 2. – <i>Situation des représentants du personnel transféré</i>	515

SOUS-TITRE III. – LA PROTECTION DES SALARIÉS EN CAS D'INSOLVABILITÉ	
DE L'EMPLOYEUR	517
CHAPITRE 1. – LE DOMAINE DE LA PROTECTION DES CRÉANCES SALARIALES	521
SECTION 1. – Les travailleurs bénéficiant de la garantie des créances salariales	521
SECTION 2. – L'état d'insolvabilité	523
SECTION 3. – Les créances garanties	523
Sous-section 1. – <i>Les rémunérations entrant dans le champ de la garantie obligatoire</i>	523
Sous-section 2. – <i>Absence de couverture intégrale des créances impayées</i>	525
Sous-section 3. – <i>L'exclusion des cotisations de sécurité sociale</i>	526
CHAPITRE 2. – LA PRISE EN COMPTE DES SITUATIONS TRANSNATIONALES	527
SOUS-TITRE IV. – LE CADRE GÉNÉRAL DE L'INFORMATION	
ET DE LA CONSULTATION DES TRAVAILLEURS	531
CHAPITRE 1. – LES ENTREPRISES CONCERNÉES	535
CHAPITRE 2. – MODALITÉS DE L'INFORMATION ET DE LA CONSULTATION	537
SECTION 1. – L'information	537
SECTION 2. – La consultation	539
SECTION 3. – La détermination des conditions d'information et de consultation par voie d'accord collectif	540
CHAPITRE 3. – EFFECTIVITÉ DU DROIT À L'INFORMATION ET À LA CONSULTATION	543

PARTIE III

LA RÉGULATION SOCIALE DES ACTIVITÉS TRANSNATIONALES DES ENTREPRISES

TITRE I

INFORMATION ET CONSULTATION DANS LES ENTREPRISES DE DIMENSION COMMUNAUTAIRE

SOUS-TITRE I. – ENTREPRISES ET GROUPES CONCERNÉS	555
CHAPITRE 1. – TAILLE ET ORGANISATION TERRITORIALE DES ENTREPRISES ET GROUPES CONCERNÉS	557
CHAPITRE 2. – DÉFINITION DU GROUPE D'ENTREPRISES	559

SOUS-TITRE II. – CADRE NÉGOCIÉ D'INSTAURATION DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DE CONSULTATION TRANSNATIONALE.....	561
CHAPITRE 1. – INFORMATION PRÉALABLE À L'OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS EN VUE DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN COMITÉ D'ENTREPRISE EUROPÉEN.....	563
CHAPITRE 2. – NÉGOCIATION CONCERNANT LA PROCÉDURE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION.....	565
SECTION 1. – La constitution d'un groupe spécial de négociation.....	565
SECTION 2. – Modalités de la négociation avec le groupe spécial de négociation.....	566
SECTION 3. – Pouvoirs du groupe spécial de négociation de refuser la négociation ou de faire cesser la négociation en cours.....	567
CHAPITRE 3. – LES ACCORDS INSTITUANT UNE PROCÉDURE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION.....	569
SECTION 1. – Contenu des accords initiaux.....	569
SECTION 2. – Adaptation des accords.....	571
SOUS-TITRE III. – DISPOSITIONS SUBSTANTIELLES RELATIVES À L'INFORMATION ET À LA CONSULTATION.....	573
CHAPITRE 1. – PORTÉE DE L'INFORMATION ET DE LA CONSULTATION.....	575
CHAPITRE 2. – MODALITÉS DE L'INFORMATION ET DE LA CONSULTATION.....	577
CHAPITRE 3. – RÔLE, MOYENS ET PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DES TRAVAILLEURS.....	579
SOUS-TITRE IV. – LES PRESCRIPTIONS SUBSIDIAIRES APPLICABLES EN L'ABSENCE D'ACCORD.....	581
CHAPITRE 1. – COMPÉTENCES, COMPOSITION ET MOYENS.....	583
CHAPITRE 2. – MODALITÉS DE L'INFORMATION ET DE LA CONSULTATION.....	585

TITRE II

CONTRATS DE TRAVAIL INTERNATIONAUX ET COORDINATION DES DROITS NATIONAUX DU TRAVAIL

SOUS-TITRE I. – LE DÉVELOPPEMENT PROGRESSIF DES COMPÉTENCES DE L'UNION CONCERNANT LA LOI ET LE JUGE COMPÉTENTS.....	591
SOUS-TITRE II. – LES RÈGLES DE COMPÉTENCE RETENUES.....	593
CHAPITRE 1. – LE JUGE COMPÉTENT.....	595
CHAPITRE 2. – LES RÈGLES DE CONFLIT DE LOIS.....	599

SECTION 1. – Domaine de la règle de conflit fixée par le droit de l'Union ..	599
SECTION 2. – Contenu de la règle de conflit fixée par le droit de l'Union. ..	600
SOUS-TITRE III. – LE RATTACHEMENT PRIVILÉGIÉ AU LIEU DE TRAVAIL HABITUEL, SOLUTION PROTECTRICE DES SALARIÉS	605
CHAPITRE 1. – LE RATTACHEMENT PRIVILÉGIÉ AU LIEU DE TRAVAIL HABITUEL EN MATIÈRE DE COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE	607
CHAPITRE 2. – LE RATTACHEMENT PRIVILÉGIÉ AU LIEU DE TRAVAIL EN MATIÈRE DE LOI APPLICABLE.....	611
SOUS-TITRE IV. – LES RÈGLES DE CONFLITS SPÉCIFIQUES RÉGISSANT LA SITUATION DES SALARIÉS DÉTACHÉS DANS LE CADRE DES PRESTATIONS DE SERVICES INTERNATIONALES.....	615
CHAPITRE 1. – LA LOI APPLICABLE AUX CONTRATS DE TRAVAIL DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS	617
CHAPITRE 2. – LA POSSIBILITÉ DES SALARIÉS DÉTACHÉS DE SAISIR LES JURIDICTIONS DE L'ÉTAT D'EXÉCUTION TEMPORAIRE DU TRAVAIL.....	621

TITRE III

DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES ET RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

SOUS-TITRE I. – DÉFINITION ET INSTRUMENTS DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES	627
SOUS-TITRE II. – FORCE JURIDIQUE DES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES	631
INDEX.....	635